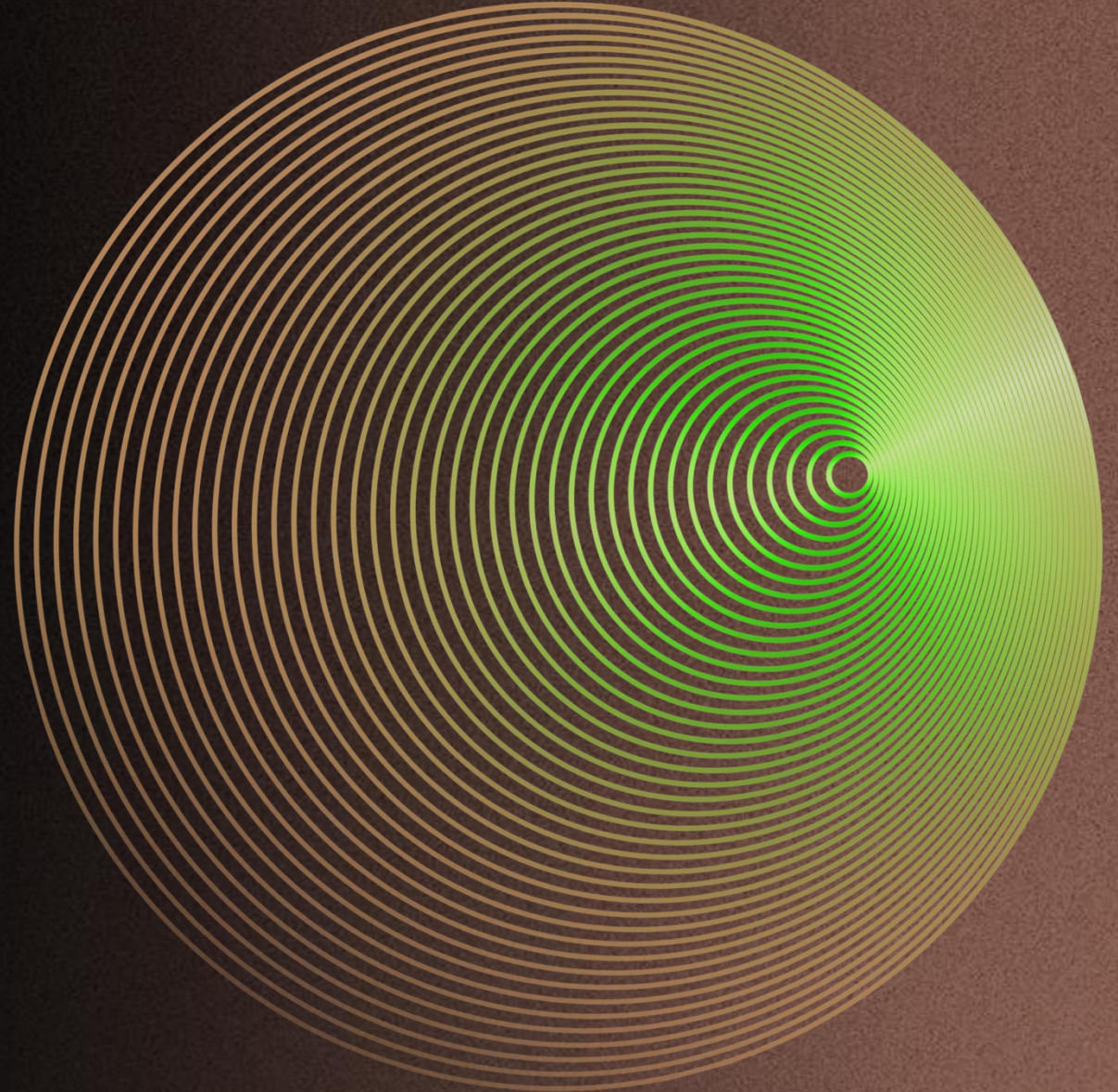


C'est compliqué –

Les conditions nécessaires à
la renaissance économique du Canada

Perspectives économiques | Édition automnale



Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

Le Canada est en bonne position pour éviter une récession théorique, en partie grâce aux exemptions en vertu de l'ACEUM.

L'économie du Canada s'est embourbée au cours du premier semestre de 2025, alors que les annonces déstabilisantes plombaient la confiance des entreprises et des consommateurs et paralysaient le flux des échanges commerciaux. Alors que les entreprises ont accumulé des stocks pour amortir le choc des droits de douane, les investissements sont restés faibles. Nous nous attendons à ce que l'économie progresse très lentement pendant le troisième trimestre, mais nous sommes maintenant d'avis qu'une récession théorique peut être évitée; en effet, le taux de croissance est inférieur au potentiel, mais il demeure positif. Des gains plus solides sont attendus en 2026, alors que les faibles taux d'intérêt, l'incidence limitée des droits de douane sur les prix et les mesures de relance gouvernementales rétablira les conditions propices à une reprise des investissements des entreprises.

Il s'agit de notre scénario de référence, qui suppose que le Canada continuera de bénéficier d'une exemption des droits de douane imposés par les États-Unis pour ce qui est des exportations conformes à l'ACEUM (Accord Canada-États-Unis-Mexique). Cela ne signifie pas que toutes les exportations seront exemptées des droits de douane; en effet, l'acier, l'aluminium, le cuivre, le bois d'œuvre et les véhicules finis continuent d'être visés par des droits de douane élevés. Cependant, au bout du compte, près de 95 % des exportations canadiennes vers les États-Unis seront soumises à des droits de douane très bas ou nuls. De plus, même si certains secteurs sont soumis à des droits de douane élevés, le taux moyen imposé aux marchandises canadiennes demeure faible par rapport à celui imposé à d'autres pays.

Les dépenses des consommateurs ont atteint un niveau acceptable au deuxième trimestre, mais nous craignons que l'affaiblissement du marché du travail et la baisse de confiance se traduisent par des dépenses plus faibles que d'habitude pour le reste de l'année. Le ralentissement marqué de l'immigration a entraîné une croissance démographique négligeable au deuxième trimestre et cette tendance se poursuivra en 2026, compte tenu de la réduction des objectifs du gouvernement en la matière. Cela aura une incidence sur la consommation, mais aussi sur la croissance de la population active. Avec l'affaiblissement de l'emploi et de la population active, le taux de chômage, qui a récemment atteint un sommet de 7,1 % en août, ne devrait pas augmenter beaucoup plus. Cela dit, les conditions du marché du travail resteront tendues à court terme.

Dans l'ensemble, le PIB réel devrait augmenter de 1,3 % cette année et de 1,7 % l'an prochain.

Faits saillants

- L'incertitude continue de freiner le rendement économique, car les investisseurs et les consommateurs attendent que les modalités commerciales et le plan financier du gouvernement fédéral soient clairs.
- On s'attend à ce que l'économie canadienne évite une récession après avoir atteint un creux au deuxième trimestre de cette année. La croissance restera faible toute l'année, alors que les bases seront jetées pour de meilleures perspectives en 2026.
- Compte tenu du faible rendement de l'économie à court terme, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada prenne des mesures de relance supplémentaires afin de renforcer la confiance des consommateurs et des entreprises.
- Les droits de douane imposés à certains secteurs d'activité continueront d'avoir une incidence sur les industries de la fabrication. Cependant, les droits de douane imposés au Canada sont, dans l'ensemble, inférieurs à ceux imposés à d'autres pays, ce qui minimise l'ampleur des dommages économiques.
- On s'attend à ce que la croissance s'accélère l'an prochain; en effet, les clarifications sur le plan financier, les mesures de relance monétaire et les attentes relatives aux ajustements du secteur commercial seront en grande partie derrière nous.



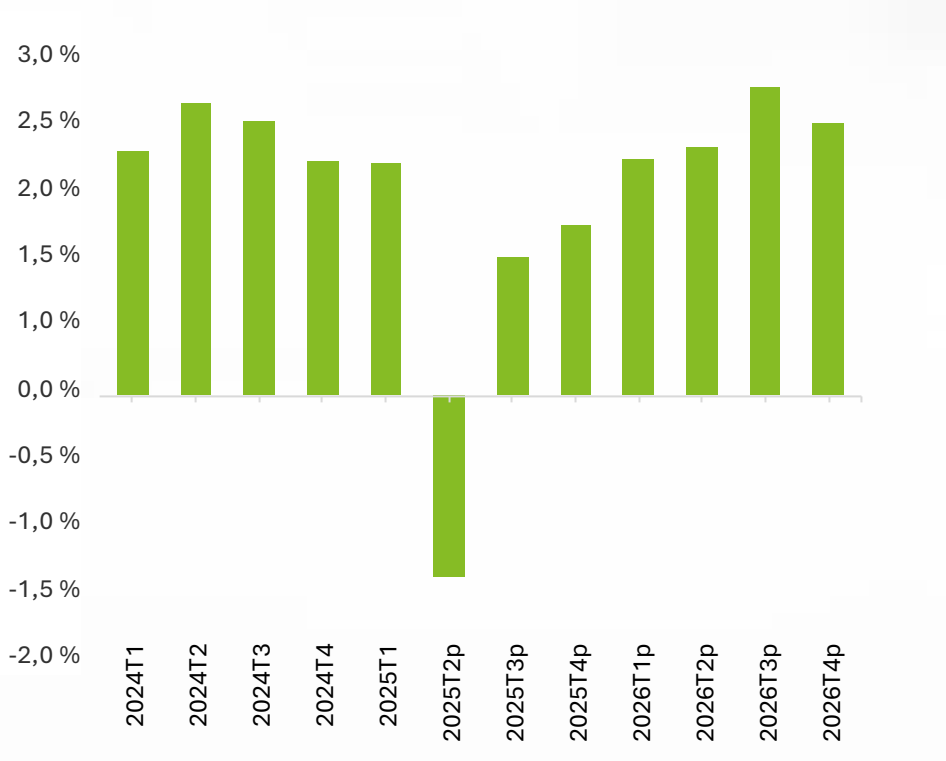
Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

Les leviers politiques s'alignent pour soutenir la croissance, mais la rapidité et le dynamisme de la réponse des entreprises seront essentiels pour dégager de meilleures perspectives de croissance.

Le taux d'inflation global est passé en dessous de 2 % en raison de l'élimination de la taxe sur le carbone, ce qui a entraîné une baisse des prix de l'énergie — un effet ponctuel qui disparaîtra progressivement du calcul au fil du temps. Les taux d'inflation sous-jacents demeurent toutefois autour de 3 %, soit la limite supérieure de la fourchette cible de la Banque. À ce jour, peu de preuves font état d'un transfert des droits de douane vers les prix à la consommation, et la décision du gouvernement d'abolir les droits de représailles sur les importations de marchandises américaines conformes à l'ACEUM pourrait limiter les augmentations futures. Le ralentissement du marché du travail et la faiblesse croissante de l'économie sont en phase avec toute hausse à court terme du taux d'inflation qui serait de courte durée. Dans ce contexte, nous nous attendons à ce que la Banque du Canada abaisse le taux directeur de 2,50 % à 2,25 %.

Malgré ces pressions, les très nombreuses annonces de politiques des gouvernements visant à soutenir les secteurs sous pression ainsi que la réalisation d'investissements pour l'avenir contribueront dans une certaine mesure à rétablir la confiance des entreprises et à lancer une série d'investissements. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada abaisse le taux directeur à 2,25 % d'ici la fin de l'exercice, créant ainsi des conditions de financement plus favorables. L'assouplissement de la réglementation, l'engagement à l'égard de la construction résidentielle, le financement d'importants projets d'investissement et la réduction des barrières commerciales interprovinciales sont les fondations de la renaissance économique du Canada. La rapidité avec laquelle les entreprises réagiront en sera la clé.

La croissance économique devrait reprendre en 2026
PIB en fonction des dépenses, variation en pourcentage



Sources : Statistique Canada; Deloitte. P = prévision

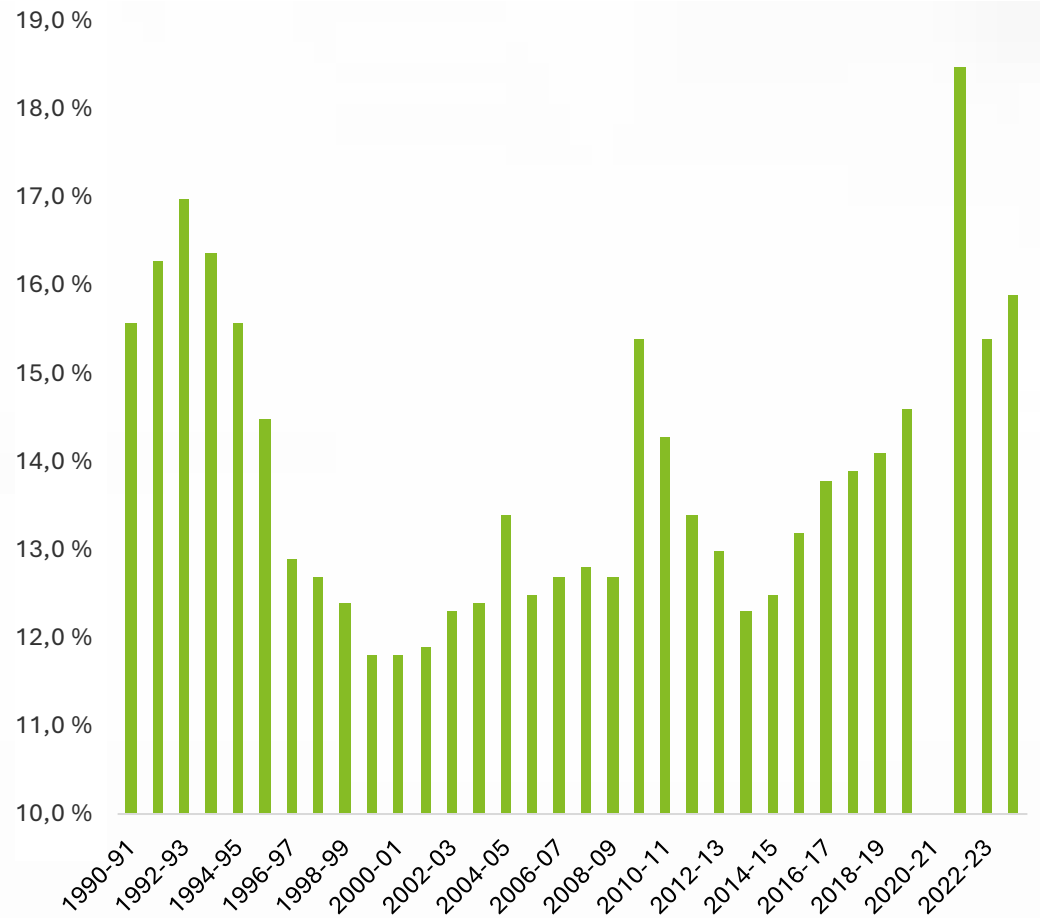
Perspectives économiques

Politiques monétaire et budgétaire

- L'économie canadienne étant en mode attente, les politiques monétaire et budgétaire joueront un rôle important pour stimuler la reprise.
- Au cours des prochains mois, la Banque du Canada devra faire le nécessaire pour contrebalancer le risque d'une inflation sous-jacente persistante dans un contexte d'affaiblissement de la croissance économique et de pertes d'emploi. L'abolition récente des droits de représailles par le Canada sur les importations américaines (à l'exclusion de ceux qui concernent l'acier, l'aluminium et les automobiles) devrait limiter la pression à la hausse sur les prix et permettre à la Banque du Canada de se concentrer sur le renforcement de l'économie. Par conséquent, nous nous attendons à ce que la Banque réduise les taux d'intérêt deux fois cet automne, ce qui portera son taux directeur à 2,25 %. Le marché devrait y voir un indicateur important que la politique monétaire ira de pair avec la politique budgétaire afin de réunir les conditions qui favoriseront une hausse des investissements du secteur privé.
- En ce qui concerne la politique budgétaire, le premier ministre en a donné la meilleure description lorsqu'il a dit du prochain budget qu'il en était un d'austérité et d'investissement ¹. L'austérité devrait être concentrée dans les dépenses de programmes. Bien que cela puisse nuire à la croissance, les dépenses de programmes en pourcentage du PIB sont maintenant supérieures au niveau de 1990-1991, alors que les dépenses élevées et les versements importants sur la dette avaient donné lieu à une restructuration importante des dépenses fédérales. Dans l'ensemble, on a demandé aux ministères fédéraux de réaliser des économies de coûts équivalant à 15 % de leur budget d'ici l'exercice 2028-2029. Ces réductions se traduiront par une faible croissance des dépenses de consommation du gouvernement qui, combinées aux dépenses provinciales et municipales, devraient augmenter en moyenne d'à peine 1 % par an au cours des deux prochaines années, malgré la hausse des dépenses de défense.
- La politique budgétaire sera toutefois expansionniste sur le plan des investissements. Nous prévoyons une augmentation des dépenses d'investissement fédérales visant à relever les principaux défis en matière d'infrastructure, qui stimuleront directement l'économie. De plus, nous prévoyons que le gouvernement fédéral stimulera indirectement le secteur de la réglementation, car il s'attaquera à une partie du fardeau réglementaire qui freine l'investissement privé. En effet, plus tôt ce mois-ci, le premier ministre a révélé les cinq premiers projets qui seront examinés en vue d'une approbation accélérée en vertu de la Loi visant à bâtir le Canada, et cinq autres projets devraient être annoncés en novembre.

Dépenses de programmes fédérales en pourcentage du PIB

(Dépenses de programmes excluant les pertes actuarielles nettes, pourcentage du PIB)



Source : Ministère des Finances : Tableaux de référence financiers. Dépenses de 2020-2021 exclues en raison de la hausse liée à la pandémie

1. Promit Mukherjee, « Canada's Budget Will Focus on Austerity and Investment, Says PM Carney », Reuters, dernière modification le 3 septembre 2025, <https://www.reuters.com/world/americas/canadas-budget-will-focus-austerity-investment-says-pm-carney-2025-09-03/>

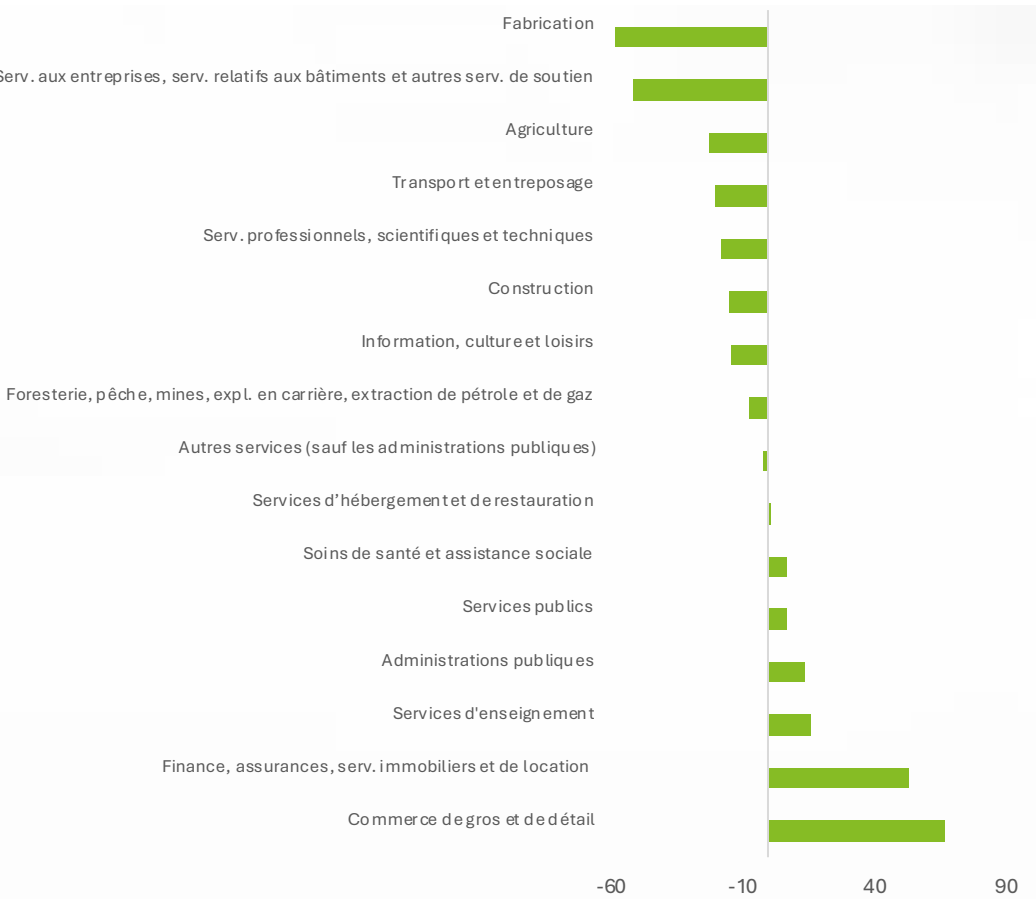
Perspectives économiques

Marchés du travail et dépenses des ménages

- Depuis le début du conflit commercial plus tôt cette année, le marché du travail du Canada s’est considérablement affaibli. Après un début d’année marqué par une très forte croissance en janvier, l’économie a perdu 38 500 emplois nets, faisant grimper le taux de chômage à 7,1 %. Les pertes d’emploi ont été particulièrement importantes dans le secteur de la fabrication, mais d’autres secteurs ont également été touchés. Exception faite de la période de la pandémie, il s’agit du plus haut taux de chômage enregistré depuis 2016.
- Parmi les autres signes de ralentissement du marché du travail, mentionnons une hausse du taux de mises à pied et une proportion de près de 10 % de la main-d’œuvre qui souhaiterait travailler plus d’heures que ce que leur offre leur emploi actuel. La faiblesse des conditions du marché du travail freine également la croissance des salaires horaires, qui s’établit en moyenne à 3,5 % depuis le début de l’exercice, comparativement à un gain de 4,9 % l’an dernier.
- La faiblesse persistante du marché du travail devrait continuer de peser sur les dépenses de consommation ce trimestre, ce qui est inquiétant étant donné que les dépenses de consommation très élevées ont empêché l’économie de connaître un ralentissement plus marqué au deuxième trimestre lorsque les volumes d’exportation ont chuté. Le ralentissement prévu de la croissance démographique, lié à la diminution du nombre de résidents temporaires, contribuera également à freiner les dépenses de consommation. Cependant, à mesure que les marchés du travail s’amélioreront au cours de l’année prochaine et que l’incidence des réductions prévues des taux d’intérêt commencera à se faire sentir, les dépenses de consommation devraient croître.
- Le marché de l’immobilier peine à se rétablir d’une forte contraction, après que la Banque a commencé à augmenter les taux d’intérêt en 2022. Le récent ralentissement du marché du travail continuera de freiner la reprise cette année, car l’incertitude relative aux perspectives d’emploi décourage les achats de maisons. Cependant, comme les volumes de transactions sont bien en deçà de leur niveau historique depuis plusieurs années, une forte demande refoulée s’accumule. Nous prévoyons qu’une partie de cette demande refoulée inondera les marchés de la revente l’an prochain, alors que la baisse des taux d’intérêt, l’accélération de la croissance économique et la reprise de l’embauche soutiendront les ventes résidentielles.
- Les mises en chantier ont été nombreuses récemment, contribuant à compenser en partie la tiédeur des conditions sur le marché de la revente. Cependant, les conditions varient considérablement d’un bout à l’autre du pays, les mises en chantier demeurant faibles en Ontario alors qu’elles explosent dans d’autres régions, comme les provinces de l’Atlantique et l’Alberta. La résolution des problèmes sur le marché ontarien sera essentielle à la reprise du secteur du logement.

Le secteur de la fabrication a perdu un grand nombre d’emplois depuis le début de l’année

Variation de l’emploi par secteur entre janvier et août 2025, en milliers



Source : Statistique Canada.

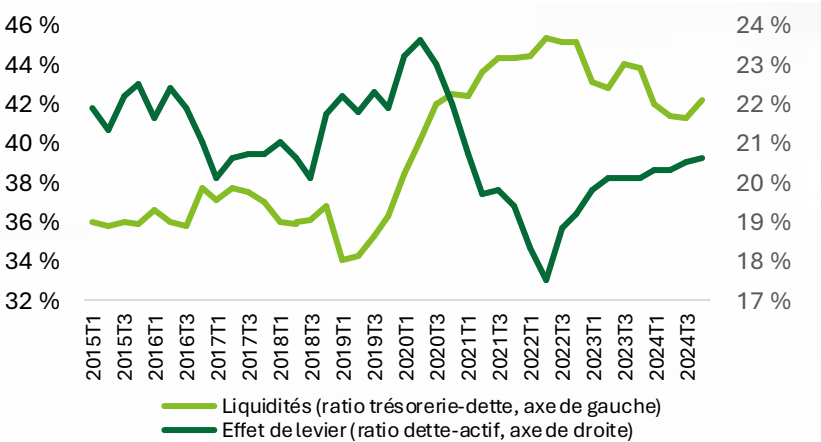
Perspectives économiques

Commerce et investissements des entreprises

- Compte tenu du niveau d’incertitude qui marque l’environnement d’affaires, les entreprises sont réticentes à investir. En effet, l’*Enquête sur les perspectives des entreprises* menée en juillet par la Banque du Canada a révélé que la plupart des entreprises s’attendent à limiter leurs investissements à l’entretien régulier au cours de la prochaine année¹.
- L’année prochaine devrait être plus favorable aux investissements des entreprises, pour diverses raisons. Dans un premier temps, la clarté sur le plan commercial, même si les nouvelles ne sont pas bonnes, permettra aux entreprises de prendre des décisions pour leur avenir. Dans un deuxième temps, le gouvernement fédéral aura précisé ses intentions quant à sa façon de soutenir les investissements privés. Enfin, la baisse des taux d’intérêt créera un meilleur environnement d’emprunt. Ces facteurs combinés devraient permettre aux entreprises de sortir de leur réserve et de dépenser une partie de leurs soldes de trésorerie.
- En ce qui concerne les échanges commerciaux, les exportateurs canadiens ont connu un deuxième trimestre difficile cette année alors que les exportations ont chuté de 26,8 %, la diminution la plus importante depuis la pandémie. Ce chiffre est attribuable à une baisse marquée en avril; les exportations ont toutefois repris partiellement par la suite.
- Les conditions sont assurément réunies pour une meilleure croissance des exportations dans l’avenir, grâce aux exceptions en vertu de l’ACEUM qui permettent au Canada d’avoir un avantage sur les autres pays qui exportent vers les États-Unis. Nous estimons que les exportateurs canadiens vendant leurs produits sur le marché américain faisaient face à un taux de droits de douane effectif de 2,9 % en juillet; ce taux est largement inférieur à celui imposé aux autres pays membres du G7 et à d’autres grands exportateurs comme la Chine et le Mexique. Même si la croissance se poursuit jusqu’à la fin de l’exercice, elle ne suffira pas à faire sortir les exportations du rouge pour 2025, la croissance annuelle prévue s’établissant à -2,5 %. À mesure que la reprise prendra forme en 2026, nous prévoyons que la croissance annuelle reprendra à un rythme de 3,4 %.
- Compte tenu de la réponse relativement limitée et ciblée du Canada aux mesures tarifaires prises par les États-Unis, les importations ont généralement connu un meilleur rendement que les exportations à ce jour. Après une baisse au deuxième trimestre et une autre baisse prévue au troisième trimestre, la croissance devrait reprendre au dernier trimestre de l’année grâce à l’appréciation du huard et à la suppression de la plupart des droits de représailles du Canada. Les exportations ayant un retard plus important à rattraper l’an prochain, nous nous attendons à ce que celles-ci croissent plus vite que les importations l’an prochain, ce qui permettra une saine contribution à la croissance du secteur commercial.

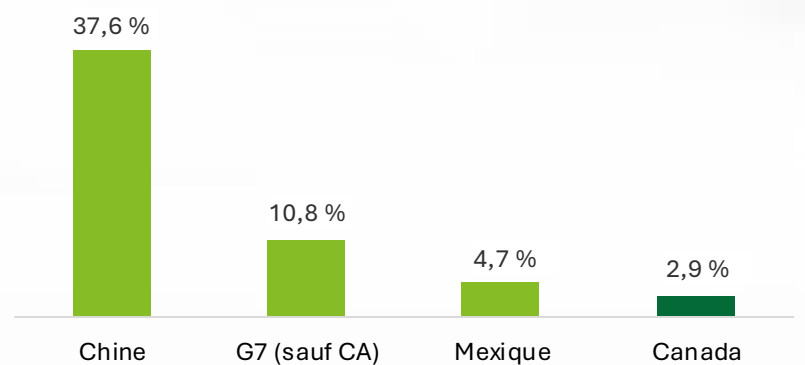
Indicateurs de liquidité et d’endettement des entreprises non financières

Liquidités et effet de levier, en pourcentage de la dette



Taux des droits de douane imposés par les États-Unis en vigueur, certaines régions, juillet 2025

Recettes douanières mensuelles, en pourcentage des importations



Source : Calculs de la Banque du Canada et de Deloitte à partir des données de l’International Trade Commission des États-Unis

1. Banque du Canada. Enquête sur les perspectives des entreprises – Deuxième trimestre de 2025, 21 juillet 2025, Banque du Canada.
https://www.banqueducanada.ca/2025/07/enquete-sur-les-perspectives-des-entreprises-deuxieme-trimestre-de-2025/?theme_mode=light&gl=1*1hnlm2r*_ga*MTYzNDcxNTEyNy4xNzU4NTY2MDA2*_ga_D0WRRH3RZH*cze3NTg1NjYwMDUkbzEkZz_AkdDE3NTg1NjYwMDUkaJYwJGwwJGgw

Perspectives économiques

Perspectives provinciales

- Malgré l'incertitude économique, nous nous attendons à ce que le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador demeure plutôt robuste, avec une hausse de 2,2 % en 2025 et de 2,0 % en 2026. La croissance continuera d'être stimulée principalement par les secteurs minier et pétrolier. Compte tenu des faibles échanges commerciaux entre la province et les États-Unis, nous ne prévoyons pas que les droits de douane auront un effet marqué sur la croissance économique. De plus, le projet de forage en mer West White Rose en cours devrait créer des postes permanents et apporter une contribution au PIB de la province¹.
- Selon les projections, la croissance économique de l'Î.-P.-É. ralentira pour s'établir à 1,6 % en 2025 et à 1,9 % en 2026, principalement en raison du ralentissement de la croissance démographique et du recul des dépenses de consommation. Par ailleurs, les droits de douane ont une incidence notable sur la province, où 73 % de la demande étrangère provenait des États-Unis en 2024. De nouveaux projets tels que l'initiative liée à l'énergie propre à Charlottetown augmenteront les possibilités d'emploi à l'échelle de l'Î.-P.-É., mais cela ne sera pas suffisant pour empêcher un recul de la croissance cette année².
- En Nouvelle-Écosse, le PIB a augmenté de 2,7 % en 2024, porté par une forte croissance dans le secteur de la construction et de la fabrication. Nous nous attendons à ce que le taux de croissance ralentisse pour s'établir à 1,7 % en 2025 en raison d'une croissance démographique plus lente et d'un marché du travail moins favorable. La croissance demeurera supérieure à la moyenne canadienne grâce aux mesures de relance gouvernementales, y compris des investissements provinciaux de 2,4 milliards de dollars dans les infrastructures et une entente fédérale-provinciale de 170 millions de dollars pour le logement durable^{3,4}.
- L'économie du Nouveau-Brunswick devrait connaître une croissance modeste en 2025 et 2026, appuyée par des gains dans le secteur minier et de la construction, grâce à d'importants investissements. Même si les exportations énergétiques ont été protégées par les exceptions en vertu de l'ACEUM, le secteur forestier a dû supprimer des emplois ou faire face aux fermetures temporaires en raison des droits de douane américains, comme en témoignent les mises à pied et l'arrêt temporaire de la production à l'usine de Produits Forestiers Arbec à Miramichi⁵. Dans l'ensemble, les tensions commerciales continueront de peser sur le secteur des exportations de la province, dont la croissance demeurera inférieure à la moyenne canadienne cette année.

1. West White Rose Project. « About » <https://westwhiteroseproject.ca/about/>.

2. CBC News. « Mark Carney Would Be "Welcome Addition" to Liberal Team, Says Trudeau », 17 octobre 2019, <https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/pm-carney-st-johns-1.7627614>.

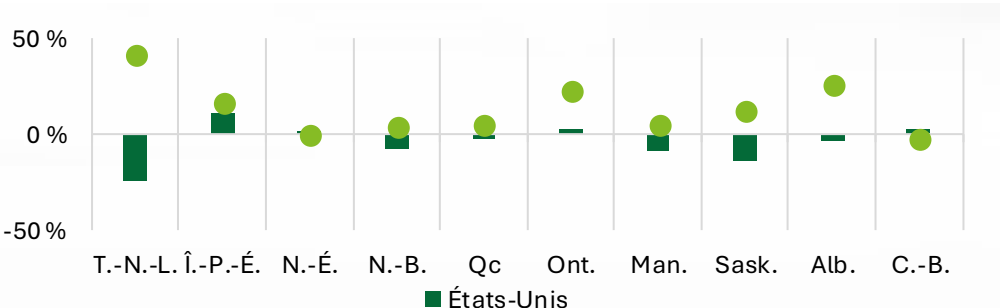
3. Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, *Capital Plan 2025–26*. <https://beta.novascotia.ca/sites/default/files/documents/1-2044/capital-plan-2025-2026-en.pdf>.

4. Ontario Construction News, « Canada, Nova Scotia Sign \$170.9M Housing Infrastructure Deal », 27 mai 2024, <https://ontarioconstructionnews.com/canada-nova-scotia-sign-170-9m-housing-infrastructure-deal>.

5. Haggett, Derek. « NB Production Facility to Shut Down Mill, Cut Jobs Due to U.S. Tariffs », CTV News Atlantic. <https://www.ctvnews.ca/atlantic/new-brunswick/article/nb-production-facility-to-shut-down-mill-cut-jobs-due-to-us-tariffs/>.

Exportations nationales vers les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux, par province

Croissance des exportations de marchandises en valeur nominale depuis le début de l'année, sur la base douanière



Source : calculs de Deloitte à partir de données de Statistique Canada

- Au Québec, la croissance économique devrait ralentir à 1,0 % en 2025, principalement en raison des droits de douane américains sur les exportations d'acier et d'aluminium. Compte tenu des secteurs axés sur les exportations qui sont touchés, le taux de chômage a augmenté à 6,0 % en août 2025, ce qui est nettement supérieur au plus faible taux de 5,3 % observé en février. Avec 5 milliards de dollars accordée aux secteurs touchés par les droits de douane, entre autres mesures d'allègement provinciales, nous prévoyons une reprise l'an prochain, avec une croissance réelle du PIB de 1,7 % en 2026⁶.
- Étant donné la croissance prévue de 0,8 % du PIB, l'Ontario devrait demeurer en queue de peloton cette année, alors que la province est frappée de plein fouet par les droits de douane américains sur les secteurs de l'automobile, de l'acier et de l'aluminium. En effet, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante faisait état d'une perte d'investissements potentielle dans le secteur automobile de près de 2,9 milliards de dollars au cours de la prochaine année en raison de la guerre commerciale⁷. L'Ontario accuse déjà une perte de plus de 49 000 emplois cette année, principalement dans le secteur de la fabrication, ce qui se traduit par un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, s'établissant en moyenne à 7,8 % depuis avril. Pour compliquer la situation, l'Ontario continue de faire face à un marché immobilier faible, découlant du fléchissement des activités de construction et de problèmes d'abordabilité. Malgré les mesures d'allègement tarifaire, selon nos prévisions, la province traversera une période difficile cette année.

6. Gouvernement du Canada. « Le premier ministre Carney annonce de nouvelles mesures visant à protéger, à bâtir et... » Backgrounder, September 5, 2025. <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2025/09/05/premier-ministre-carney-annonce-de-nouvelles-mesures-visant>.

7. Fédération canadienne de l'entreprise indépendante « CFB Report : Ontario Auto Businesses Hit Hard by U.S. Tariffs ». Communiqué de presse, 16 juillet 2025. <https://www.cfib-fcei.ca/en/media/cfib-report-ontario-auto-businesses-hit-hard-by-u.s.-tariffs>.

Perspectives économiques

Perspectives provinciales

- Dans la foulée d’une année 2024 stagnante, nous ne nous attendons pas à ce que la situation change pour l’économie du Manitoba en 2025, dont la croissance économique devrait atteindre 1,0 %. Grâce aux exceptions en vertu de l’ACEUM, la province devrait être épargnée des pires répercussions de la guerre commerciale avec les États-Unis; cependant, la montée des tensions commerciales avec la Chine présente des risques importants pour le secteur de l’agriculture de la province, qui est déjà fragilisé par la sécheresse estivale. Selon un rapport publié en juin par Statistique Canada, 2,4 % du PIB du Manitoba était susceptible d’être touché par les feux de forêt, le pourcentage le plus élevé parmi toutes les provinces¹. Pour 2026, la croissance économique devrait remonter à 1,8 % grâce à une importante augmentation des investissements privés et publics et l’adoption du projet de loi 47, qui vise à éliminer les obstacles au commerce entre le Manitoba et d’autres provinces.
- La Saskatchewan devrait conserver son deuxième rang des provinces affichant la croissance la plus rapide au Canada, soit une croissance économique de 1,9 % en 2025 à la suite d’une forte hausse de 3,4 % en 2024. Le marché du travail s’est resserré au cours des derniers mois, le taux de chômage ayant reculé à 4,7 % en août, ce qui est dû en grande partie aux mises en chantier et aux emplois dans le secteur de la construction. Même si les exportations de potasse vers les États-Unis ont diminué de 8,5 % depuis le début de l’année malgré les exceptions en vertu de l’ACEUM, les exportations vers d’autres pays ont augmenté de 16 %. Ces percées dans d’autres marchés sont encourageantes, car il devrait y avoir un élan majeur dans la production dès la mise en exploitation de la mine de potasse de Jansen au milieu de 2027². Les nouveaux droits de douane imposés par la Chine sur le canola présentent des difficultés pour l’un des secteurs d’exportation clés de la province mais, malgré ces vents contraires, la poursuite des activités dans le secteur de la construction devrait favoriser une croissance économique de 2,0 % en 2026.
- Malgré le ralentissement de la croissance démographique à 3,9 % au cours des derniers mois en Alberta, la croissance de l’emploi a encore du mal à suivre le rythme, ce qui a porté le taux de chômage à 8,4 % en août, soit le taux mensuel le plus élevé depuis 2017, à l’exception des années de pandémie. Ce phénomène a contribué au ralentissement prévu de la croissance du PIB à 1,9 % en 2025. Les exportations de pétrole brut vers les États-Unis ont reculé de 4 % jusqu’en juillet; cependant, le prolongement de l’oléoduc Trans Mountain continue de porter ses fruits, car les exportations vers d’autres pays ont largement compensé ces pertes. En effet, alors que les États-Unis représentaient auparavant la quasi-totalité des exportations de pétrole brut de l’Alberta, aujourd’hui, le profil est beaucoup plus diversifié, les pays autres que les États-Unis représentant 6 % de l’ensemble des exportations de pétrole brut en juillet. Alors que le prolongement de l’oléoduc Trans Mountain est sur le point d’atteindre sa pleine capacité, il devrait continuer de soutenir l’économie de l’Alberta, avec une croissance prévue de 2,1 % en 2026.

PIB réel aux prix de base par province

	2024	2025-P	2026-P
Terre-Neuve-et-Labrador	2,4 %	2,2 %	2,0 %
Île-du-Prince-Édouard	3,6 %	1,6 %	1,9 %
Nouvelle-Écosse	2,7 %	1,7 %	2,0 %
Nouveau-Brunswick	1,8 %	1,0 %	1,6 %
Québec	1,3 %	1,0 %	1,7 %
Ontario	1,2 %	0,8 %	1,9 %
Manitoba	1,1 %	1,0 %	1,8 %
Saskatchewan	3,4 %	1,9 %	2,0 %
Alberta	2,7 %	1,9 %	2,1 %
Colombie-Britannique	1,2 %	1,3 %	1,9 %

Source : Statistique Canada, Deloitte. P = prévision

- Compte tenu du ralentissement de la croissance démographique et de l’emploi, on s’attend à ce que la croissance économique demeure modeste cette année en Colombie-Britannique. La province a affiché des pertes notables de plus de 7 000 emplois depuis janvier, à mesure que les droits de douane faisaient sentir leurs effets sur les secteurs forestier et de la construction. Cela dit, les exportations de LNG Canada vers l’Asie aideront à contrer les difficultés éprouvées par le secteur forestier de la province. À plus long terme, l’avenir s’annonce prometteur, alors que deux des cinq premiers projets figurant sur la liste des projets prioritaires du gouvernement fédéral se trouvent en Colombie-Britannique : la phase 2 de LNG Canada et l’expansion de la mine Red Chris³. Dans l’ensemble, après deux années de faible croissance, l’an prochain devrait être plus favorable pour la province, avec une croissance réelle du PIB prévue de 1,9 %.

2. Jeffrey Jones. « BHP Faces 30% Cost Hike and Delay at Saskatchewan Potash Mine ». *The Globe and Mail*, 18 juillet 2025.

<https://www.theglobeandmail.com/business/article-bhp-faces-30-cost-hike-delay-at-saskatchewan-potash-mine/>

3. Gouvernement du Canada. « Bureau des grands projets du Canada : Premiers projets à l’étude ». *Canada.ca*, 11 septembre 2025. <https://www.canada.ca/fr/unite-economie-canadien/nouvelles/2025/09/bureau-des-grands-projets-du-canada--premiers-projets-a-letude.html>

1. Statistique Canada. « Premières estimations des perturbations économiques potentielles liées à la saison des feux de forêt de 2025 ». *Le Quotidien*, 25 juin 2025. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250625/dq250625d-fra.htm>

Perspectives économiques

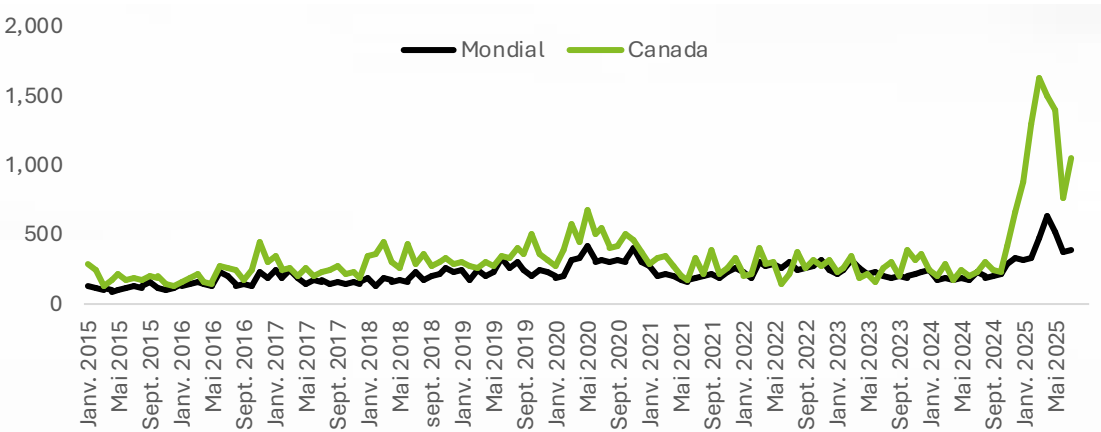
Risques et principaux points à retenir

- L'indice canadien de l'incertitude concernant les politiques économiques a reculé par rapport à son sommet d'avril, mais l'incertitude demeure élevée par rapport aux tendances historiques et à la moyenne mondiale. Les principaux risques pour les perspectives, à la hausse comme à la baisse, dépendent de la façon dont les entreprises canadiennes réagissent à l'incertitude persistante.
- Sur le plan négatif, l'incapacité de négocier une entente commerciale avec les États-Unis aurait des conséquences économiques importantes. Nos plus récents modèles explorent les répercussions pour le Canada de perdre son exclusion en vertu de l'ACEUM, entraînant des droits de douane de 35 % pour tous les produits non énergétiques et les produits potassiques, qui seraient soumis à une hausse de 10 %. Dans ce scénario, notre PIB réel est de 2,5 % inférieur au niveau référence de 2030.
- Par contre, les risques ne basculent pas tous vers le négatif. Nous avons observé une forte hausse des achats de produits et services canadiens. Cet été, Interac a réalisé un sondage qui démontre que 78 % des Canadiens ont renoncé à effectuer au moins un achat auprès d'une chaîne de magasins au profit d'une entreprise locale, alors que 20 % d'entre eux ont effectué six achats ou plus. En raison de ce changement dans les habitudes d'achat, Interac constate que la croissance est portée par des transactions auprès des petites et moyennes entreprises¹.
- Il y a également un potentiel de croissance sur le plan du logement. Nous prévoyons une reprise très progressive du marché de l'habitation. Étant donné la demande refoulée sur le marché de la revente, l'amélioration de la situation économique pourrait entraîner une reprise plus importante que prévu. De plus, selon nos prévisions, le gouvernement réussira à atteindre les plafonds de croissance démographique pendant le reste de l'année et en 2026. Une croissance démographique plus élevée que prévu se traduira sans doute par des dépenses de consommation supérieures aux prévisions.
- Globalement, l'économie demeure en suspens, tandis que nous attendons de voir comment le secteur du commerce évoluera. Quoi qu'il en soit, le pays fait des progrès importants, alors que les décideurs cherchent à préparer le terrain pour de meilleurs investissements afin de régler le problème épineux de la productivité. Il s'agit d'un besoin criant, car la production par travailleur est à peine supérieure à celle d'il y a dix ans et nous accusons toujours un retard par rapport aux États-Unis, où les investissements dans les machines et le matériel connaissent un essor.

1. Interac Corp. « Le portrait des dépenses estivales d'Interac révèle comment les pressions économiques mondiales entraînent un changement important dans les habitudes des Canadiens ». Dernière modification le 26 août 2025. <https://www.interac.ca/fr/contenu/actualites/le-portrait-des-depenses-estivales-dinterac-revele-comment-les-pressions-economiques-mondiales-entraiment-un-changement-important-dans-les-habitudes-des-canadiens/>

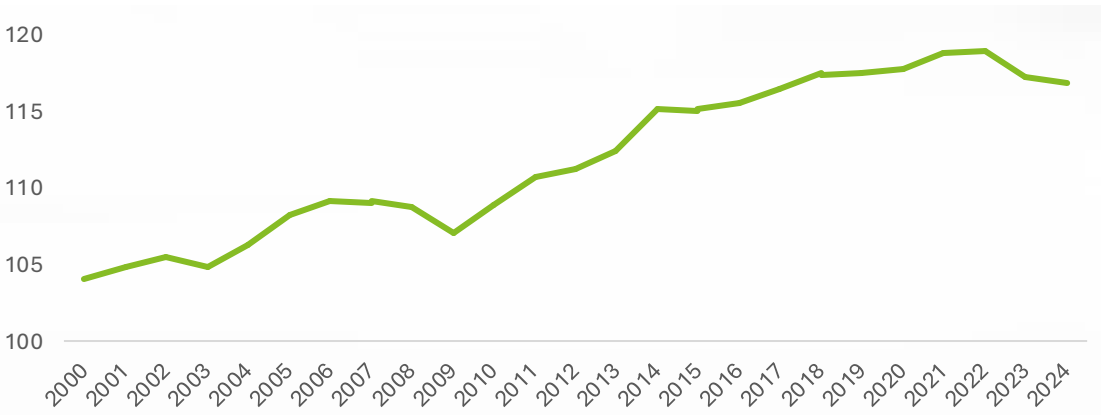
L'incertitude concernant les politiques économiques demeure élevée au Canada

Pondérations par rapport au PIB mondial



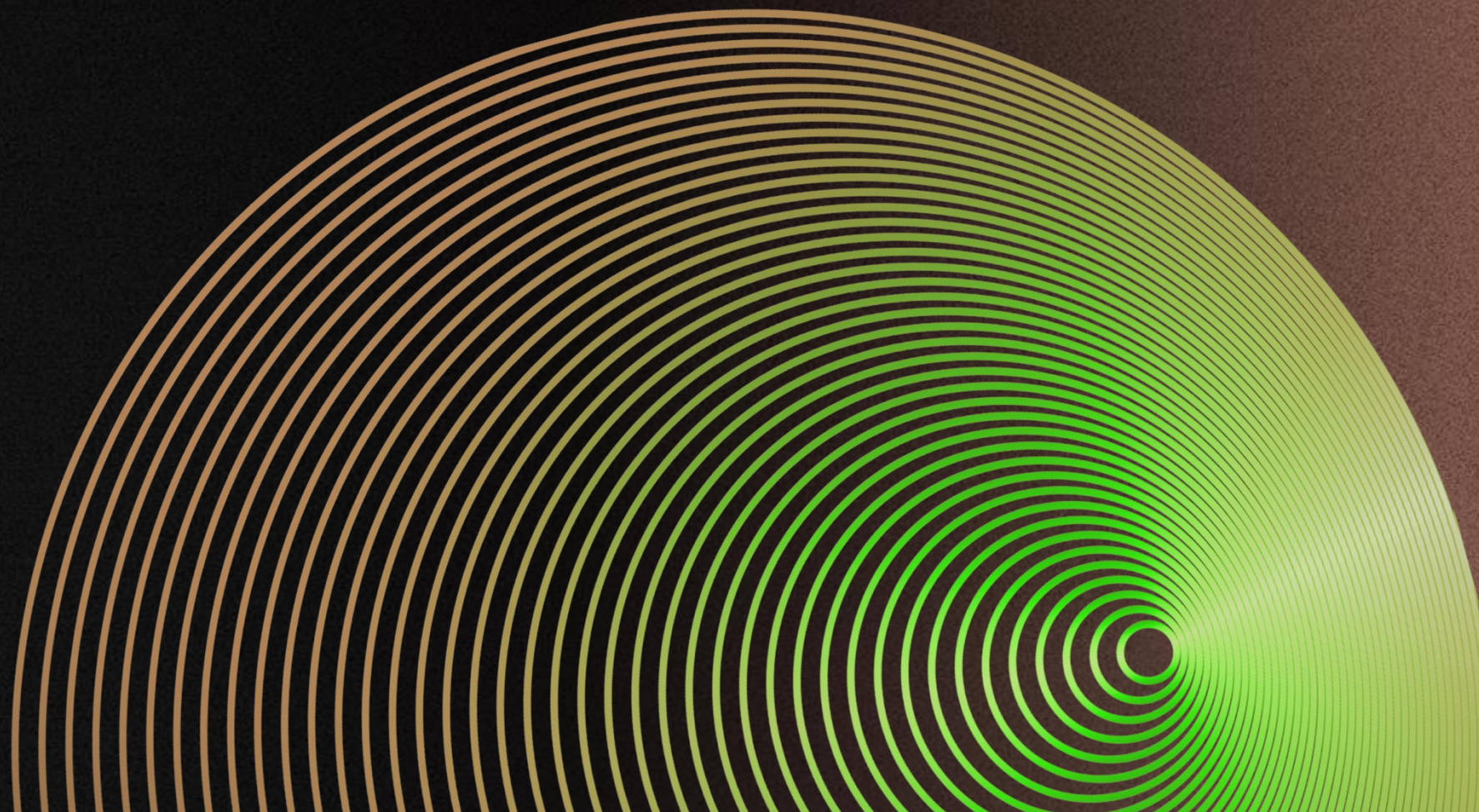
Le Canada doit trouver des moyens d'augmenter sa productivité

PIB réel par employé, en milliers de dollars, 2017.



Source : Policyuncertainty.com; Statistique Canada

Tableaux des prévisions



PIB par catégorie de dépenses

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025p	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p	2024	2025p	2026p
PIB du Canada	2,1	2,5	2,4	2,1	2,0	-1,6	1,2	1,5	2,1	2,2	2,7	2,4	1,6	1,3	1,7
Consommation des ménages	3,2	1,7	4,4	4,9	0,5	4,5	0,5	1,1	1,2	1,4	2,2	2,2	2,4	2,6	1,5
Consommation du secteur à but non lucratif	1,5	1,5	3,2	2,1	2,4	1,0	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	2,0	1,8	0,9
Consommation des administrations publiques	5,9	5,6	5,5	2,4	-0,4	5,1	-0,3	0,6	0,9	1,0	1,0	1,1	3,7	2,3	1,0
Investissement total	0,6	3,3	-1,8	9,0	-5,0	-0,4	0,7	0,8	4,8	4,4	4,3	3,7	0,1	0,4	3,0
Investissements du gouvernement	14,2	6,8	4,0	7,3	-5,6	8,8	4,0	5,2	7,9	7,1	6,2	3,2	7,3	3,2	6,3
Investissements des entreprises	-2,1	2,6	-2,9	9,4	-4,9	-2,4	-0,1	-0,3	4,1	3,8	3,8	3,9	-1,4	-0,3	2,2
Investissements résidentiels	-4,5	-9,4	5,4	16,8	-12,2	6,3	5,0	1,5	5,1	4,8	4,9	5,3	-0,6	1,6	4,4
• Résidentiel – rénovations	-12,4	-9,5	0,5	6,3	0,4	-4,4	0,5	2,9	6,2	4,5	5,0	5,4	-4,4	0,1	3,7
• Résidentiel – coûts de transfert de propriété	17,9	-5,0	18,3	52,6	-50,9	3,9	1,0	1,7	7,1	8,4	10,6	12,4	5,1	-7,1	6,1
• Résidentiel – logements neufs	-6,0	-10,9	4,3	11,6	0,9	15,5	9,4	0,6	3,7	3,9	3,1	2,9	0,0	6,2	4,4
Investissements non résidentiels	-0,2	12,0	-8,3	4,5	0,6	-7,8	-3,1	-1,4	3,5	3,2	3,1	3,0	-1,8	-1,4	0,8
• Ouvrages de génie	5,1	17,3	-1,1	-0,7	-4,6	15,1	-2,4	-1,2	3,1	3,0	3,0	3,0	-1,6	1,8	2,2
• Bâtiments non résidentiels	-5,8	-6,5	-0,2	6,6	-2,4	-12,4	-3,9	-2,0	2,3	2,3	2,3	2,3	-3,4	-2,9	-0,3
• Machines et matériel	-4,1	24,3	-27,7	10,5	10,1	-32,6	-5,9	-3,2	6,5	5,3	5,0	4,6	-2,9	-6,5	-0,5
• Propriété intellectuelle	0,6	0,3	6,4	4,1	-1,4	-0,5	-0,5	0,7	1,4	1,5	1,4	1,4	0,0	1,1	0,9
Exportations totales	-0,7	-4,8	-0,6	7,1	5,8	-26,8	4,3	6,7	6,4	6,2	5,1	4,1	0,6	-2,5	3,4
• Exportations – marchandises	-0,6	-3,4	0,8	10,4	6,2	-31,9	3,9	7,0	7,2	7,2	5,8	4,5	0,4	-2,9	3,4
• Exportations – services	-1,3	-9,6	-5,6	-4,1	4,3	-5,4	5,2	5,8	3,9	3,2	2,7	2,9	1,0	-1,2	3,5
Importations	-1,1	0,0	-1,0	2,5	3,6	-5,1	-3,4	3,5	5,0	4,1	3,3	2,9	0,7	0,0	2,5
• Importations – marchandises	-1,1	3,2	-1,9	6,2	6,2	-5,8	-4,8	2,5	4,4	3,4	2,9	2,7	0,3	1,0	1,7
• Importations – services	-1,1	-10,5	2,2	-9,8	-5,5	-2,6	2,3	7,4	7,0	6,6	4,7	3,9	2,5	-3,5	5,3
Stocks	(7 230)	7 448	(5 244)	(26 035)	13 915	18 985	(8 290)	(1 287)	(597)	(1 442)	(697)	(916)	(11 213)	3 401	(2 620)
PIB des États-Unis	1,6	3,0	3,1	2,4	-0,5	3,0	1,2	1,3	1,9	2,3	2,5	2,6	2,8	1,7	2,0

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017. P = prévision.
Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 9 septembre 2025.

Principaux indicateurs

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025p	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p		2024	2025p	2026p
Taux d'activité (%)	65,6	65,6	65,3	65,3	65,3	65,3	65,2	65,3	65,3	65,3	65,3	65,3		65,5	65,3	65,3
Changement d'emploi (en milliers)	84,7	105,1	40,0	97,2	141,1	19,6	-45,8	6,5	21,3	31,8	47,6	49,5		381,9	253,7	68,1
Taux de chômage (%)	5,9	6,3	6,6	6,7	6,6	6,9	7,0	7,1	6,9	6,7	6,5	6,4		6,4	6,9	6,6
Taux d'épargne des ménages (%)	4,7	6,2	7,2	6,0	6,0	5,0	6,3	6,3	6,3	6,4	6,4	6,2		6,0	5,9	6,3
Mises en chantier (en milliers, désaisonné aux taux annuels)	249,0	245,1	238,4	244,7	231,1	277,0	282,5	273,1	275,7	278,3	280,8	282,4		244,3	265,9	279,3
Indice des prix à la consommation (variations en pourcentage sur 12 mois)	2,8	2,7	2,0	1,9	2,3	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0		2,4	2,0	2,0

Principaux indicateurs des marchés des capitaux

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025p	T1 2026p	T2 2026p	T3 2026p	T4 2026p		2024	2025p	2026p
Taux du financement à un jour	5,01	4,92	4,43	3,60	3,00	2,75	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25		3,60	2,25	2,25
Bons du Trésor à 90 jours	4,96	4,79	4,20	3,36	2,79	2,65	2,65	2,44	2,47	2,49	2,52	2,54		3,36	2,44	2,54
Bons du Trésor à 1 an	4,78	4,62	3,71	3,22	2,75	2,59	2,68	2,56	2,62	2,66	2,69	2,71		3,22	2,56	2,71
Obligations d'État à 2 ans	4,11	4,21	3,23	3,11	2,68	2,58	2,73	2,50	2,40	2,50	2,65	2,75		3,11	2,50	2,75
Obligations d'État à 3 ans	3,86	4,07	3,13	3,07	2,67	2,60	2,73	2,67	2,63	2,76	2,99	3,07		3,07	2,67	3,07
Obligations d'État à 5 ans	3,51	3,71	2,95	3,06	2,78	2,81	2,99	2,75	2,65	2,80	3,00	3,10		3,06	2,75	3,10
Obligations d'État à 10 ans	3,44	3,67	3,09	3,26	3,09	3,21	3,45	3,30	3,30	3,40	3,45	3,50		3,26	3,30	3,50
Écart de 90 jours sur 10 ans	1,53	1,12	1,11	0,10	-0,30	-0,56	-0,80	-0,86	-0,83	-0,91	-0,93	-0,96		0,10	-0,86	-0,96
Écart de 2 ans sur 10 ans	0,67	0,54	0,14	-0,15	-0,41	-0,63	-0,73	-0,80	-0,90	-0,90	-0,80	-0,75		-0,15	-0,80	-0,75
Taux de change \$ CA/\$ US	0,741	0,731	0,733	0,715	0,697	0,723	0,727	0,729	0,733	0,736	0,742	0,744		0,730	0,719	0,739

Remarque : P = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.

Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 9 septembre 2025.

Collaborateurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique, ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : economicadvisorynews@deloitte.ca



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Robyn Gibbard
Directeur principal



Anna Feng
Directrice



Mikayla Schoel
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Zach Gaskin
Conseiller principal



Tomi Ibrahim
Conseillère principale



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Conseiller principal

Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d'être est d'avoir une influence marquante. Le Cabinet existe pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent se sentir valorisés et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises; aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux; habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces; et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l'audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d'affaires les plus complexes de nos clients. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par l'Agence | Deloitte Canada. 25-10833000